



WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

Accueil
Portails thématiques
Article au hasard
Contact

Contribuer
Débuter sur Wikipédia
Aide
Communauté
Modifications récentes
Faire un don

Outils
Pages liées
Suivi des pages liées
Importer un fichier
Pages spéciales
Lien permanent
Informations sur la page
Élément Wikidata
Citer cette page

Imprimer / exporter
Créer un livre
Télécharger comme PDF
Version imprimable

Dans d'autres projets
Wikimédia Commons

Dans d'autres langues
Azərbaycanca
Català
Deutsch
English
Español
فارسی
Suomi
Հայերեն
Italiano

Nederlands
Português
Română
Русский
Tiếng Việt

Modifier les liens

Non connecté [Discussion](#) [Contributions](#) [Créer un compte](#) [Se connecter](#)

Article [Discussion](#)

Lire [Modifier le code](#) [Afficher l'historique](#)

Engie

48° 53′ 46,4″ N, 2° 14′ 23,5″ E

Engie, anciennement **GDF Suez**, est un **groupe industriel énergétique français**. C'est le troisième plus grand groupe mondial dans le secteur de l'**énergie** (hors pétrole) en 2015². Son principal actionnaire est l'État français qui détient un quart du capital (24,1 % du capital et 27,6 % des droits de vote d'Engie).

Le groupe est né le 22 juillet 2008 d'une **fusion** entre **Gaz de France** (GDF) et **Suez**. En 2010, GDF Suez est devenue la plus grande société de services au public au monde en termes de chiffre d'affaires³ avec son rapprochement avec l'électricien **britannique International Power**⁴. En avril 2015, le groupe annonce le changement de son **nom commercial**, « GDF Suez » devient « Engie »⁵ qui devient la dénomination sociale du groupe le 29 juillet 2015.

En 2016, Engie compte 153 090 salariés dans 70 pays pour un chiffre d'affaires de 66,6 milliards d'euros.

Coté à **Bruxelles**, **Luxembourg** et **Paris**, le groupe est présent dans les indices boursiers : **CAC 40**, **BEL20**, **Euronext 100**.

Sommaire

- 1 Histoire
 - 1.1 Fusion Gaz de France - Suez
 - 1.2 Post-fusion et acquisition d'International Power
 - 1.3 Changement de nom (GDF Suez devient Engie), depuis 2015
- 2 Logos de l'entreprise
- 3 Stratégie
 - 3.1 Décarbonation
 - 3.2 Décentralisation
 - 3.3 Digitalisation
- 4 Activités
 - 4.1 Électricité
 - 4.1.1 Les centrales
 - 4.1.1.1 Centrales hydroélectriques
 - 4.1.1.2 Centrales à cycle combiné gaz (CCCG)
 - 4.1.1.3 Centrales charbon
 - 4.1.1.4 Centrales au fioul
 - 4.1.1.5 Centrales nucléaires
 - 4.1.2 Énergies renouvelables
 - 4.1.2.1 Éolien
 - 4.1.2.2 Solaire
 - 4.1.2.3 Biomasse
 - 4.1.2.4 Géothermie
 - 4.1.2.5 Éolien marin
 - 4.2 Gaz
 - 4.3 Services à l'énergie
- 5 Chiffres clés
 - 5.1 Chiffres généraux^[102]
 - 5.2 Chiffres par activité^[104]
 - 5.3 Répartition des effectifs
 - 5.4 Répartition du capital
- 6 Organisation
 - 6.1 Entités
 - 6.2 Entreprises du groupe
 - 6.3 Principales filiales du groupe Engie
 - 6.3.1 GrDF
 - 6.3.2 Engie Cofely
 - 6.3.3 Engie Electrabel
 - 6.3.4 Engie Ineo
 - 6.3.5 Engie IT
- 7 Gouvernance
- 8 Culture et responsabilité d'entreprise
 - 8.1 Mécénat
 - 8.2 Mixité



Création	22 juillet 2008 ¹ (fusion de Gaz de France et de Suez sous le nom de « GDF Suez »)
Dates clés	10 août 2010 (rachat d' International Power) 24 avril 2015 (GDF Suez devient Engie)
Forme juridique	Société anonyme
Action	Euronext : ENGI
Slogan	« Être utile aux hommes » « <i>By People for People</i> »
Siège social	Tour T1, La Défense à Courbevoie France
Direction	Gérard Mestrallet, président du conseil d'administration Isabelle Kocher, directrice générale
Actionnaires	Au 31 décembre 2016 : État français : 32,76 % GBL : 0,57 % Salariés : 2,75 % CDC : 1,88 % Auto-détention : 1,54 % CNP Assurances : 1,02 % Capital flottant : 59,48 % [réf. nécessaire]
Activité	Fourniture d'énergie et services
Produits	Gaz naturel, électricité, services à l'énergie
Filiales	GRDF GRTgaz Elengy Storengy Altiservice Engie Endel Engie Engie Axima Engie Cofely Engie Ecova Engie Electrabel Engie Fabricom Engie Global Markets Engie Home Services Engie Ineo Engie IT (Information et Technologies) SHEM Engie Lab Engie M2M Engie Réseaux Solairedirect Tractebel Engie Culturespaces Engie Green La Compagnie du vent Électricité de Tahiti
Effectif	153 090 (2016)
SIREN	542 107 651
Site web	engie.com
Capitalisation	48,65 Mds d'€ (au

- 9 [Activité de lobbying](#)
 - 9.1 [Auprès de l'Assemblée nationale](#)
 - 9.2 [Auprès des institutions de l'Union européenne](#)
- 10 [Critiques](#)
 - 10.1 [Émissions de CO₂ à l'étranger et fin des investissements dans le charbon](#)
 - 10.2 [Écoblanchiment](#)
 - 10.3 [Pollution de la nappe phréatique en Saxe-Anhalt](#)
 - 10.4 [Accusations d'évasion fiscale](#)
 - 10.5 [Abus de position dominante](#)
- 11 [Notes et références](#)
- 12 [Annexes](#)
 - 12.1 [Articles connexes](#)
 - 12.2 [Liens externes](#)

Dette	4 décembre 2014 24,8 Mds d'€ (2016)
Chiffre d'affaires	▼ 66,6 Mds d'€ (2016)
Résultat net	2,5 Mds d'€ (2016)
<small>modifier - modifier le code - voir wikidata</small>	

Histoire [modifier le code]

Le groupe Engie est né de la fusion en 2008 entre [Gaz de France](#), groupe énergétique français spécialisé dans le transport et la distribution de gaz naturel, créé en 1946, et [Suez](#), un des leaders mondiaux dans les domaines de l'énergie (gaz et électricité) et l'environnement (eau et propreté), créé en 1858.

Fusion Gaz de France - Suez [modifier le code]

Le projet de fusion entre les groupes [Gaz de France](#) et [Suez](#) a été annoncé officiellement pour la première fois au public le 25 février 2006.

Ce projet, visait officiellement à contrer une menace d'OPA hostile sur Suez par l'italien [Enel](#). Dans le cadre de son discours sur le « [patriotisme économique](#) », le Premier ministre [Dominique de Villepin](#) annonçait alors la fusion du groupe public Gaz de France avec le groupe privé Suez en les motivant ainsi : « Avec cette fusion, nous avons l'ambition de créer un des tout premiers groupes mondiaux de l'énergie, en particulier dans le secteur du gaz : cette entreprise serait en effet le premier acteur mondial du [gaz naturel liquéfié](#). Elle donnerait à la France un deuxième grand acteur énergétique à côté d'[EDF](#) et renforcerait la vocation industrielle mondiale de notre pays ». »

Pour permettre cette fusion, la [loi relative au secteur de l'énergie](#)⁷ prévoit, dans son article 39, la privatisation de Gaz de France. La participation de l'État devait ainsi baisser de 70 % (son niveau minimal prévu par la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières) à 34 % environ. Elle prévoyait une parité d'échange de 21 actions Gaz de France pour 22 actions Suez.

[Nicolas Sarkozy](#), alors ministre de l'Économie et des Finances, s'est d'abord opposé pendant plusieurs mois au projet du gouvernement Villepin de fusionner les deux entreprises avant de l'accepter⁸. Ce projet de fusion a été longtemps critiqué⁹, non seulement par l'ensemble de la gauche, qui craignait une hausse des prix de la consommation, mais aussi par les [gaullistes sociaux](#). Ainsi, [Marc-Philippe Daubresse](#), député UMP du Nord et ancien ministre délégué au Logement, déclarait que « tout cela manque de souffle et d'ambition européenne », tandis que [Claude Gaillard](#), député UMP de Meurthe-et-Moselle, affirmait que « le rôle de Premier ministre n'est pas d'être le porte-parole d'une simple fusion industrielle, mais d'avoir une vraie vision »¹⁰.

Selon *[Le Canard enchaîné](#)*, « on a rapidement appris » que la menace d'Enel, agitée par [Breton](#) et Villepin, n'était qu'un prétexte, et que la fusion était en réalité « en projet depuis des mois, voire des années »¹¹.

Cette fusion sera finalement retardée en novembre 2006 par la [cour d'appel de Paris](#)¹², pour défaut d'information au [Comité d'entreprise](#) de Gaz de France, et repoussée à nouveau par le [Conseil Constitutionnel](#) jusqu'après le 1^{er} juillet 2007¹³, soit après l'[élection présidentielle](#). Les représentants du personnel de Gaz de France (Comité central d'entreprise, Comité central européen…) se sont à plusieurs reprises prononcés contre le projet de fusion. Selon eux, ce projet était avant tout politique et financier et ne contenait pas de projet industriel optimisé.

Juridiquement, il s'agit d'une absorption de Suez par Gaz de France. Politiquement, on parle de fusion entre égaux. Pratiquement, la taille et la puissance réelle des groupes, les schémas managériaux post fusion ainsi que les profils des dirigeants dessinaient une prédominance industrielle de Suez sur Gaz de France.

Plus d'un an et demi après l'annonce de leur rapprochement, Suez et Gaz de France ont officialisé le 3 septembre 2007 leur fusion qui a donné naissance à un nouveau géant énergétique européen, en même temps que [Suez Environnement](#) acquérait une existence distincte. Dans le contexte de scission EDF-GDF, les dossiers des 11 millions de clients de [Gaz de France](#) ont été transférés vers GDF Suez.

Post-fusion et acquisition d'International Power [modifier le code]

Le 11 mars 2009, la [Commission de régulation de l'énergie](#) (CRE) a rendu publique la formule de calcul de l'évolution des coûts d'approvisionnement de GDF Suez¹⁴.

À la suite de la [polémique des années 2000 sur les stock-options](#), GDF Suez est en 2011 l'un des premiers grands groupes français à renoncer à ce type de rémunération.

GDF Suez a annoncé le 10 août 2010 son rapprochement avec l'électricien britannique [International Power](#). Elle va apporter une partie de ses activités, dont celles regroupées sous le nom de GDF Suez Energy International (Amérique latine, Amérique du Nord, Moyen-Orient, Asie, Afrique) et celles au Royaume-Uni et en Turquie, à International Power¹⁵. L'opération donnera naissance à « New International Power »¹⁶. Le groupe français recevra en échange 70 % du capital de la société britannique¹⁷.

Le rapprochement entre « International Power plc » et « GDF Suez Énergie International » a été approuvé le 16 décembre 2010 à plus de 99 % par l'assemblée Générale des actionnaires d'International Power¹⁸. Elle renforce également la production d'électricité et le leadership mondial de GDF Suez dans le secteur des services aux collectivités (« utilities »). Le groupe devient ainsi le numéro 1 mondial du secteur en termes de chiffre d'affaires avec plus de 84 milliards d'euros en 2009, ainsi que la 1^{re} entreprise de type « utility » en Europe en termes de volumes de gaz gérés (plus de 1 300 TWh).

En août 2013, GDF Suez annonce le rachat de « Balfour Beatty Workplace », une filiale de services énergétiques du groupe [Balfour Beatty](#), pour un montant inconnu¹⁹. En mai 2014, GDF Suez via sa filiale Cofely, acquiert pour 335 millions de dollars l'entreprise américaine Ecova, présente dans l'optimisation énergétique et qui emploie 1 450 personnes²⁰.

Changement de nom (GDF Suez devient Engie), depuis 2015 [\[modifier le code\]](#)

Le 24 avril 2015, le groupe GDF Suez annonce qu'il aura désormais pour nom la [marque](#) « Engie »^{5, 21, 22}. Pour [Gérard Mestrallet](#), le nouveau nom incarne la dynamique de changement face aux enjeux de transition énergétique, et le mot « Engie » évoque l'énergie dans toutes les cultures²³. La dénomination sociale quant à elle prend aussi ce même nom à la suite de l'assemblée extraordinaire des actionnaires le 29 juillet 2015.

En juillet 2015, Engie acquiert 95 % de Solairedirect pour un montant indéterminé permettant de faire passer sa production d'énergie photovoltaïque de 125 à 486 MW²⁴.

En septembre 2015, Engie acquiert TSC, une entreprise australienne présente dans les services énergétiques (climatisation, chauffage) et employant 600 personnes²⁵.

Engie conclut, en avril 2016, un accord avec la société russe [Gazprom](#) afin d'adapter le prix de leurs contrats d'approvisionnement de gaz à long terme²⁶.

En mai 2016, Engie acquiert 80 % de l'entreprise californienne [Green Charge Networks \(en\)](#), spécialisée dans le [stockage d'énergie](#)²⁷ sur batteries.

Le 29 janvier 2017, Engie annonce avoir remporté un contrat en [Arabie saoudite](#) pour la construction d'une centrale de cogénération d'électricité pour une valeur de 1,2 milliard de dollars. Ce contrat couvre la construction, l'exploitation et la maintenance de la centrale « la plus efficace du pays » selon la direction²⁸. En février 2017, Engie annonce la vente de sa participation dans une coentreprise en Asie et aux États-Unis pour 3,3 milliards d'euros à [Dynegy](#)²⁹. En avril 2017, Engie vend sa participation de 40 % dans Nugen, filiale spécialisée dans la construction de centrales nucléaires au Royaume-Uni, à [Toshiba](#) pour 139 millions d'euros³⁰. Le même mois, Engie monte sa participation de 59 % à 100 % dans la [Compagnie du Vent](#)³¹.

En janvier et en septembre 2017, l'État français procède à des ventes de participations dans le capital d'Engie (un bloc de 4,1 % de capital en janvier 2017 puis un bloc de 4,56 % du capital début septembre 2017). Le 15 septembre 2017, l'État, au travers de l'[Agence des participations de l'état](#) ne détient plus que 24,1 % du capital et 27,6 % des droits de vote d'Engie.^{32, 33}

Logos de l'entreprise [\[modifier le code\]](#)



Logo de GDF Suez du 22 juillet 2008 au 23 avril 2015.



Logo d'Engie depuis le 24 avril 2015 : nom en typographie bleu cyan accompagné d'un soleil levant²¹.

Stratégie [\[modifier le code\]](#)

Depuis l'arrivée d'Isabelle Kocher à la direction générale, Engie organise sa stratégie autour de trois axes prioritaires (dite stratégie des « 3D ») : une énergie décarbonée (pétrole et charbon remplacés par les énergies renouvelables et le gaz naturel), décentralisée (l'énergie est produite et stockée au plus près de son lieu de consommation) et digitalisée (capteurs, big data et outils numériques au service de l'efficacité énergétique et de la gestion des réseaux)^{34, 35, 36, 37, 38}.

Décarbonation [\[modifier le code\]](#)

Depuis 2014, Engie renforce ses investissements dans les énergies peu émettrices de CO₂³⁹ (les [énergies renouvelables](#) telles que l'éolien, le solaire, la géothermie, la biomasse et l'hydroélectrique, et le gaz naturel), ainsi que dans les services à l'énergie pour les collectivités, les entreprises et les particuliers^{40, 41}.

En 2015, Engie a annoncé sa décision d'arrêter ses investissements dans le charbon.

Le groupe avait déjà annoncé son intention de devenir le leader de la [transition énergétique](#) en 2013 et avait notamment émis une obligation verte d'un montant de 2.5 milliard d'euros, en 2014^{42, 43}.

Le groupe cible également de nouveaux marchés sur le plan international : en Europe, en Afrique, au Chili, aux États-Unis et au Mexique.

Avec la cession de sa part de 70 % dans la centrale électrique au charbon de Loy Yang B, en Australie, d'une capacité de 1 000 mégawatts, au chinois Alinta Energy, annoncée en novembre 2017, Engie aura bouclé 88 % de son programme de cessions d'actifs de 15 milliards d'euros et ramené la part du charbon dans sa production d'électricité à 6 % contre 13 % en 2015⁴⁴.

Décentralisation [\[modifier le code\]](#)

Pour favoriser la production d'énergie décentralisée, Engie a développé des offres d'autoconsommation pour les particuliers, les entreprises ou les collectivités (panneaux solaires, transformation des surfaces solarisables). Cet axe de la stratégie d'Engie implique des cessions d'actifs dans le domaine de la production d'électricité à partir de grosses centrales, au profit des solutions décentralisées⁴⁵.

Digitalisation [\[modifier le code\]](#)

Engie a pris de nombreuses initiatives de digitalisation de ses métiers, services et de son organisation, notamment à travers plusieurs partenariats dans les domaines de la relation client, de la cybersécurité, de l'analyse des données du big data ; et en lançant l'entité Engie Digital pour la production de logiciels et l'anticipation des besoins numériques. Engie a reçu en 2016 le prix eCac40 de la transformation digitale, remis par Les Echos Business^{46,47,48}.

Engie mise également sur l'innovation ouverte, via un fonds qui finance des start-ups innovantes et des appels à projet internes et externes^{49,50,51}.

Activités [\[modifier le code\]](#)

Engie est présent sur trois grandes activités : l'électricité, le gaz et les services à l'énergie.

Électricité [\[modifier le code\]](#)

Premier producteur mondial indépendant d'électricité, Engie dispose en 2015 d'une capacité de production d'électricité de 112,7 GW ; son parc de production électrique est l'un des plus diversifiés du monde.

Les centrales [\[modifier le code\]](#)

Centrales hydroélectriques [\[modifier le code\]](#)

La filiale Tractebel Engie est l'un des premiers bureaux d'ingénierie européens et leader mondial dans le domaine des barrages ; sa filiale Coyne et Bellier est un cabinet d'ingénierie qui possède le plus grand nombre de références en grands barrages hydrauliques et hydroélectriques à l'échelle mondiale.

En France, 17 % des capacités installées d'Engie produisent 25 % de l'hydroélectricité de la France à travers la [Compagnie nationale du Rhône](#) (CNR), deuxième producteur français d'électricité⁵² et la [SHEM](#), ancienne filiale de la SNCF (barrages dans le Sud-ouest de la France, production annuelle moyenne de 1 836 GWh).

Au Brésil, Engie est le premier producteur indépendant d'électricité du pays, par l'exploitation de 21 centrales, dont 13 hydroélectriques.

Aux États-Unis, sa filiale [FirstLight Power Resources](#) exploite des centrales hydroélectriques sur les rivières [Shetucket](#) et [Housatonic](#) dans le [Connecticut](#) et au [Massachusetts](#), et une autre filiale exploite une station de [pompage-turbinage](#) de 1 080 MW à [Northfield](#), au [Massachusetts](#).

En Belgique, Engie [Electrabel](#) exploite la station de pompage-turbinage de [Coo-Trois-Ponts](#), d'une puissance installée de 1 164 MW, dans les Ardennes

Au Royaume-Uni, First Hydro Company, filiale de IPR-GDF-Suez, a une capacité installée de 2 088 MW et assure la gestion et l'exploitation des centrales de pompage-turbinage de [Dinorwig](#) et [Festiniog](#), au Pays de Galles.

Centrales à cycle combiné gaz (CCCG) [\[modifier le code\]](#)

Les [centrales à cycle combiné gaz](#) (CCCG) constituent la majorité du parc de centrales électriques du groupe : en 2015, le gaz naturel représentait 56 % des capacités et 58 % de la production électrique du groupe⁵³, en fort développement comme chez la plupart de ses concurrents.

En France, GDF Suez a construit CyCoFos (490 MW) mis en service début 2010 à [Fos-sur-Mer](#), CombiGolfe d'[Engie Electrabel](#) (juillet 2010, 435 MW) à [Fos-sur-Mer](#) et la centrale Spem de [Montoir-de-Bretagne](#) de 435 MW.

Un coup d'arrêt à ce développement des centrales à gaz semble avoir été donné : GDF Suez a annoncé le 11 avril 2013 la fermeture provisoire de trois de ses quatre centrales à gaz en France : CyCoFos (Fos-sur-Mer) sera mise sous cocon pour une période indéterminée, Combigolfe (Fos-sur-Mer) et Spem à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique) seront mises sous cocon pendant l'été et continueront à fonctionner l'hiver. Comme tous les énergéticiens en Europe, le groupe français subit la concurrence du charbon américain bon marché et la baisse de la demande d'électricité sur le Vieux Continent. Ne tournant plus assez, ses centrales à gaz ne sont plus rentables. En moyenne, leur taux d'utilisation est tombé de 42 % en 2011 à 33 % en 2012⁵⁴. En octobre 2015, redémarrage de la centrale CCCGT de CyCoFos après une période de deux ans de mise en conservation⁵⁵.

Tirant les conséquences de cette baisse de rentabilité de ses centrales à gaz, GDF Suez a annoncé le 27 février 2014 des dépréciations d'actifs d'un total de 14,9 milliards d'euros, essentiellement sur des centrales électriques thermiques et des capacités de stockage de gaz en Europe, qui l'ont fait plonger dans le rouge avec une perte nette de 9,7 milliards au titre de 2013 ; le groupe est affecté par le bas niveau des prix de marché de l'électricité en Europe, dû à une combinaison de surcapacités et de faible demande et son PDG, [Gérard](#)

Mestrallet, a souligné que ces dépréciations reflétaient sa conviction d'une crise « durable et profonde » ; mais elles n'impactent ni la trésorerie ni la solidité financière du groupe, et le résultat net récurrent (hors exceptionnels) est ressorti à 3,4 milliards d'euros⁵⁶.

En 2017, Engie annonce la construction à l'horizon 2019 de la centrale de **Fadhili** en **Arabie saoudite**. Elle devrait atteindre une capacité supérieure à 1500 mégawatts⁵⁷.

Centrales charbon [\[modifier le code\]](#)

Engie exploite le charbon comme combustible pour produire de l'électricité dans des centrales thermiques aux Pays-Bas (Rotterdam : 731 MW), en Allemagne (1 924 MW de capacités gaz et charbon dont 1 619 MW pour les centrales de Farge, Zolling et Wilhelmshaven), en Australie (deux centrales dont la **centrale à charbon d'Hazelwood**) et en Thaïlande.

En 2014, selon une étude de l'université d'Oxford pour les ONG Oxfam et les Amis de la Terre, Engie, avec ses trente centrales à charbon dans le monde, émet 81 millions de tonnes de CO₂ par an. De plus, avec son partenaire Exxaro, la société venait de remporter un appel à projets pour une nouvelle centrale à charbon à **Thabametsi**, en Afrique du Sud. Alors que la France organise la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques et s'est engagé à réduire ses émissions domestiques, «la France pollue allègrement à l'étranger via ses entreprises à capital public», selon le rapport⁵⁸.

En octobre 2015, Engie confirme une déclaration de la Ministre de l'Environnement Ségolène Royal selon laquelle l'entreprise n'investira plus dans le charbon. Concrètement, les projets en cours sont abandonnés, sauf ceux qui avaient déjà fait l'objet d'un engagement ferme. Sont donc abandonnés les projets de centrale à charbon à Ada Yumurtalik (Turquie) et à Thabametsi (Afrique du Sud). Engie poursuit deux projets en cours dans lesquels il s'était fermement engagé (Mongolie et Brésil) ainsi que la construction de 4 centrales à charbon (Brésil, Chili, Inde, Maroc)⁵⁹.

En février 2016, Engie signe un accord pour la vente de ses participations dans **Paiton** et Meenakshi, deux centrales à charbon situées en Indonésie et en Inde. Cette opération réduit de 16 % les capacités de production d'électricité d'Engie à partir de charbon⁶⁰. Engie annonce également la fermeture de la centrale charbon de Rugeley au Royaume-Uni pour l'été⁶¹. Fin décembre 2016, Engie annonce avoir cédé sa centrale de production d'électricité de Polaniec en Pologne^{62,63}.

En 2016, Engie a procédé à des fermetures ou ventes d'actifs dans le domaine du charbon portant sur plus de 5 GW. À fin 2016, le charbon représente 9 % de la production électrique nette du groupe.

En mars 2017, Engie annonce la fermeture de la centrale à charbon d'Hazelwood en Australie.

Centrales au fioul [\[modifier le code\]](#)

Engie exploite une centrale au fioul au Royaume-Uni (Indian Queens 1 : 133 MW).^[réf. nécessaire]

Centrales nucléaires [\[modifier le code\]](#)

Engie exploite sept réacteurs en Belgique avec **Electrabel**, plus des participations dans les centrales de Chooz et Tricastin en France (1 208 MW, équivalent à un réacteur nucléaire) et des droits de tirage en Allemagne ; au Royaume-Uni, le groupe a créé une **joint venture** avec **Iberdrola** et acquis un terrain en 2010 pour développer 3 600 MW de capacité nucléaire d'ici 2020 ; au Brésil, un Memorandum of Understanding (MOU) a été signé avec Eletronuclear/Elektrobras en 2009 ; des projets sont en cours de développement en Arabie saoudite, en Pologne et en Turquie

Avec 30 % des parts, GDF Suez est associé à **Toshiba** dans le consortium NuGen qui prévoit de construire 3 réacteurs de type **AP1000** de technologie **Westinghouse** au nord-ouest de l'Angleterre (West **Cumbria**)^{64,65,66}.

La société Endel, filiale d'Engie, a été condamnée en 2016 pour « faute inexcusable » par le **Tribunal des affaires de sécurité sociale**, après le décès par cancer d'un de ses salariés^{67,68}.

Énergies renouvelables [\[modifier le code\]](#)

En décembre 2013, GDF Suez annonce la vente de sa participation de 50 % dans sa filiale d'énergie éolienne au **Crédit agricole**, pour 400 millions d'euros⁶⁹.

En janvier 2015, GDF Suez prévoit de doubler sa capacité installée en Europe dans l'hydraulique, l'éolien, le solaire, la biomasse et le biogaz, passant de 8 000 MW à 16 000 MW d'ici à 2025. Le groupe a pour cela créé une nouvelle entité dédiée aux énergies vertes en Europe. GDF Suez compte notamment sur les deux projets remportés dans l'éolien en mer en France, qui à eux seuls pèsent 1 GW. Avec 21,5 GW de capacité installée dans le monde en 2015, les renouvelables représentent aujourd'hui 18,3 % du portefeuille du groupe, essentiellement dans l'hydroélectrique (16 %). Les pays émergents sont aussi concernés, avec 27 GW en construction ou en développement dans des projets comme le **barrage de Jirau**, au Brésil⁷⁰. Cette stratégie passe notamment par des prises de participation dans des entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables. En juillet 2015, Engie acquiert 95 % de Solairedirect, permettant de faire passer sa production d'énergie photovoltaïque de 125 à 486 MW⁷⁴. En mars 2016, c'est Maïa Eolis, exploitant de 21 parcs éoliens (246 MW), dont Engie prend le contrôle, portant sa capacité totale installée en éolien à 1 533 MW, devant **EDF**⁷¹.

À fin 2016, les capacités de production électrique renouvelable installées d'Engie s'élèvent à 19,5 % de son mix énergétique.

Éolien [\[modifier le code\]](#)

Engie est le premier opérateur en énergie éolienne en France avec plus de 1 550 MW en 2015, à travers plusieurs filiales : **Compagnie du vent**, Éole Generation, Erelia Groupe, etc., et a des parcs éoliens au Canada (560 MW), au Portugal (963 MW), en Australie (46 MW), en Amérique Latine (142 MW), au Maroc (301 MW) et en Afrique du Sud.

Solaire [\[modifier le code\]](#)

Dans le monde, Engie dispose d'une capacité de production [photovoltaïque](#) de 201 MW dans 15 pays (notamment au Canada et au Portugal, en Italie et en Belgique, aux Pays-Bas, au Chili et aux États-Unis).

En France, avec l'acquisition en juillet 2015 de 95% de la société Solairedirect ⁷², Engie est le numéro un du secteur avec une capacité installée totale brute de 383 MW. Avec ce rapprochement, le groupe exploite 22 centrales photovoltaïques au sol pour une puissance totale de 158,5 MW installés, soit les deux tiers de la production photovoltaïque. Engie exploite notamment la centrale de [Curbans](#) (Alpes-de-Haute-Provence), dotée de 105 000 panneaux photovoltaïques, implantés à 1 000 m d'altitude. Il s'agit de la plus importante centrale photovoltaïque du groupe en France ⁷³ avec une puissance installée de 26,1 MW permettant de produire l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 10 500 foyers.

En 2016, Engie remporte plusieurs projets solaires en [Inde](#) (140 MW et 75 MW), au [Mexique](#) (180 MW), au [Pérou](#) (40 MW) et en France (78 MW). Le groupe a aussi lancé les travaux de construction du parc solaire de Kathu en [Afrique du Sud](#) (100 MW), et investi dans la société allemande Heliatek, spécialiste du [photovoltaïque](#), en [septembre 2016](#). En [avril 2017](#), Engie prend une participation de 30% dans le capital d'Unison (entreprise chinoise spécialisée dans le solaire photovoltaïque). En octobre 2017, Engie annonce le rachat de la société Fenix International, fournisseur d'installations solaires pour particuliers en [Afrique](#) ⁷⁴.

Biomasse [\[modifier le code\]](#)

Avec plus de 50 sites en Europe, aux États-Unis et au Brésil, Engie consomme chaque année plus de 2 000 000 tonnes de biomasse : « Green Unit » du site de Polaniec en Pologne (190 MW) ; projet Andrade (centrale à [bagasse](#)) au Brésil (33 MW) ; une nouvelle centrale charbon-biomasse de 736 MW est en cours de construction à Rotterdam et doit avoir été mise en service en 2013.

Géothermie [\[modifier le code\]](#)

En Indonésie, des forages réalisés en 2012 et 2013 par PT Supreme Energy Muara Laboh (SEML), co-entreprise détenue par Engie et [Sumitomo Corporation](#) à Muaralaboh, à l'ouest de [Sumatra](#), ont confirmé l'existence d'un réservoir à haute température (supérieure à 200 °C). Une première phase d'exploitation des ressources géothermiques ⁷⁵. Avec un objectif de capacité de 240 MW, le projet devrait assurer, à partir de 2016, une production d'électricité d'origine géothermique pendant plus de trente ans permettant d'alimenter 500 000 foyers et de réduire les émissions de dioxyde de carbone de près d'un million de tonnes par an. En France, Engie a mis en service en novembre 2015 le réseau de chaleur de [Villepinte](#), reconverti à la géothermie à 60 %. D'une puissance totale de 40 MW, dont 11 MW de géothermie, il fournit le chauffage et l'eau chaude sur 7 km de réseaux. Il permettra à 5 200 équivalents-logements de bénéficier d'une chaleur de faible empreinte environnementale [\[réf. souhaitée\]](#) ; le réseau évitera le rejet dans l'atmosphère de 17 000 tonnes de CO₂ par an [\[réf. souhaitée\]](#), équivalents aux émissions annuelles de 6 600 véhicules ⁷⁶.

En octobre 2016, Engie inaugure sur le grand port de [Marseille](#) la centrale de géothermie marine Thassalia, qui utilise l'énergie thermique marine pour alimenter en chaud et froid l'ensemble des bâtiments qui lui sont raccordés. Il s'agit d'une première en Europe ⁷⁷.

En mai 2017, Engie obtient trois permis d'exploration de ressources géothermiques au Mexique ⁷⁸.

Éolien marin [\[modifier le code\]](#)

Engie participe au développement de l'éolien en mer à travers plusieurs projets en Europe. En France, Engie fait partie du groupement retenu par l'État pour installer deux parcs d'une puissance de 1 000 MW sur les zones de [Dieppe](#) et du [Tréport](#), et des [Iles d'Yeu](#) et de [Noirmoutier](#). En [Mer du Nord \(Belgique\)](#), Engie est engagé à hauteur de 35 % dans le projet Mermaid, un parc éolien d'une puissance de 250 MW qui devrait voir le jour d'ici 2020 ^{79,80}. Le groupe participe également au projet WindFloat Atlantic au large du [Portugal](#) (mise en service pour 2018 d'un parc pilote d'une capacité de 25 MW), et au projet de ferme pilote de [Leucate](#) (mise en service en 2020, capacité prévue 24 MW) ⁸¹.

Gaz [\[modifier le code\]](#)

Le groupe Engie est présent sur toute la chaîne gazière, de l'exploration-production à la distribution.

Les infrastructures de gaz naturel en Europe ⁸² :

- 1^{er} réseau européen de transport de gaz naturel : 32 456 km d'infrastructures françaises gérées par GRTgaz, filiale du Groupe à 75 %, plus des réseaux en Espagne ([Medgaz](#)), en Allemagne ([Megal](#)), en Autriche ([BOG](#)) et en Slovaquie ([Eustream](#)), à travers les participations du Groupe ;
- 1^{er} réseau européen de distribution de gaz naturel : en France, le groupe gère 196 886 km de réseau par sa filiale GrDF, plus des parts dans près de 100 000 km de réseaux d'autres opérateurs gaziers (Hongrie, Roumanie, Italie, Mexique, etc) ;
- 1^{er} capacité européenne de stockage de gaz naturel : plus de 12,2 Gm³ (14 stockages souterrains en France et des capacités supplémentaires au Royaume-Uni et en Allemagne), gérée par sa filiale Storengy ⁸³ ;
- 2^e capacité européenne de réception dans les terminaux GNL : trois terminaux en France (21,25 Gm³ au 31 décembre 2015), géré par la filiale Engie [Elengy](#) ;

Engie est autorisé à exploiter du [gaz de schiste](#) aux États-Unis et prévoit d'en produire au Royaume-Uni dans les années 2020 ^{84,85}.

Engie, alors GDF-Suez et son concurrent [E.ON](#) ont été condamnés par la Commission européenne en 2009 pour « entente illégale sur le marché du gaz » à une amende de 553 millions d'euros chacun ⁸⁶.

En mars 2017, Engie cède ses licences d'exploitation de gaz de schiste en Grande-Bretagne au suisse [Ineos](#) ⁸⁷. En mai 2017, Engie annonce son entrée en négociation exclusive avec le britannique Neptune Energy pour la cession de sa participation de 70 % dans l'entité Exploration & Production International ^{88,89,90,91,92}.

Services à l'énergie [\[modifier le code\]](#)

Engie conçoit et met en œuvre des solutions d'efficacité énergétique et environnementale. Dans ce domaine, le groupe est présent dans quarante pays et compte 90 000 collaborateurs, en 2017 Engie est le premier fournisseur de services d'efficacité énergétique dans le monde. Elle opère plus de 250 réseaux de chaleur et de froid dans le monde ⁹³.

Les services à l'énergie incluent les prestations suivantes :

1. Conception : études de faisabilité, ingénierie de base, gestion de projets, assistance à maîtrise d'ouvrage, démantèlement ;
2. Installations et maintenance : solutions d'installation électrique, climatisation et réfrigération, systèmes d'information et de communication, maintenance industrielle ;
3. Services énergétiques : amélioration de la performance énergétique des bâtiments; production, exploitation et distribution d'énergies locales et renouvelables (cogénération, utilités industrielles, réseaux de chaleur et de froid) ; **services généraux** ; gestion de réseaux urbains (mobilité, éclairage public) ;
4. Services à l'habitat : solutions de maîtrise de la consommation autour des énergies renouvelables et de la rénovation thermique des logements, services de financement de travaux d'isolation de logements ;
5. « Ville intelligente » : développement de réseaux interconnectés avec capteurs « intelligents » et compteurs communicants, technologies numériques de suivi des consommations, outils de pilotage à distance des installations énergétiques, solutions de réduction de l'empreinte carbone des bâtiments.
6. Microréseaux (microgrids) et énergie décentralisée : systèmes de production et de consommation d'énergie à échelle locale, fourniture d'énergie dans les zones isolées, autoconsommation résidentielle ou en secteurs industriels et commercial, éco-quartiers ⁹⁴
7. Mobilité verte : carburants alternatifs (GNV, bio GNV, hydrogène, etc.), installations de bornes de recharges électriques, infrastructures de transport, conception et planification en amont, fluidification de trafic, optimisation des réseaux de transport



Les filiales d'Engie qui interviennent dans ces domaines d'activité sont Engie Axima, Endel Engie, Engie Fabricom, Engie Ineo, Engie Réseaux, Engie Cofely et Tractebel Engie.

Engie développe des initiatives dites de « mobilité verte » ⁹⁵. En mars 2017, Engie acquiert le néerlandais **EV-Box**, un des plus gros fournisseurs en recharge de véhicules électriques. Cela constitue une opportunité de développement dans l'énergie verte pour Engie ⁹⁶. En juin 2017, Engie remporte un contrat de cinq ans avec Transports Of London pour la fourniture de services de maintenance pour le métro londonien ⁹⁷.

En juin 2017, Engie annonce vouloir développer ses activités de services à l'énergie en Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, Brésil et Mexique et d'envisager de réaliser 2 milliards d'euros d'acquisitions pour cela ^{98,99}. En juillet 2017, Engie acquiert 40 % de la société Tabreed, spécialiste de solutions de climatisation dans la région du Golfe ¹⁰⁰.

Engie et Axium Infrastructure ont remporté une concession de cinquante ans pour assurer la gestion durable de l'énergie de l' **université d'État de l'Ohio** à **Colombus** (un des plus grands campus universitaires américains avec 485 bâtiments) ¹⁰¹.

Chiffres clés [modifier le code]

 Cette section contient une ou plusieurs **listes**. Le texte gagnerait à être *rédigé* sous la forme de paragraphes synthétiques, plus agréables à la lecture. (octobre 2017). 

 Cette section **ne cite pas suffisamment ses sources** (octobre 2017).
Pour l'améliorer, ajoutez des références **vérifiables** [comment faire ?] ou le modèle {{Référence nécessaire}} sur les passages nécessitant une source.

Chiffres généraux ¹⁰² [modifier le code]

- 153 090 collaborateurs dans 70 pays, dont 57 750 dans l'électricité et le gaz naturel et 97 200 dans les services en 2016
- 66,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2016
- 22 milliards d'euros d'investissements sur la période 2016-2018
- 1 100 chercheurs et experts dans onze centres de recherche et développement en 2016
- 1^{er} groupe mondial dans le secteur des services au public (*Forbes Global 2000*)
- 1^{re} marque mondiale du secteur des services au public (*Brand Finance Global 500*)
- 6^e entreprise mondiale (A.T. Kearney – *World's Best Companies 2009*) ¹⁰³

Chiffres par activité ¹⁰⁴ [modifier le code]

- **Électricité**
 - 1^{er} producteur indépendant dans le monde au 31 décembre 2016
 - 1^{er} producteur indépendant dans les pays du golfe Persique, au Brésil et en Thaïlande au 31 décembre 2015
 - 7^e fournisseur en Europe en 2015
 - 5,2 GW de capacités de production électrique en construction à fin 2016
 - 112,7 GW de capacités de production électrique installées à fin 2016
 - 50 % d'augmentation des capacités en énergie renouvelable entre 2009 et 2015 ¹⁰⁵
 - En 2012, la filiale **Electrabel** exploite sept réacteurs nucléaires en **Belgique**, et dispose de participations dans les centrales nucléaires françaises de **Chooz** et du **Tricastin** ¹⁰⁶
 - Objectif [Quand ?] de 150 GW de capacités en 2016 dont 90 GW hors d'Europe
- **Gaz naturel**

- Un portefeuille d'approvisionnement de 1 082 TWh à fin 2016
- 3^e vendeur en Europe
- 1^{er} réseau de distribution en Europe à fin 2016
- 2^e réseau de transport en Europe à fin 2016
- 1^{er} vendeur de capacités de stockage en Europe à fin 2016
- 319 licences d'exploration et/ou de production dans 12 pays au 31 décembre 2016
- 672 millions de barils-équivalents-pétrole de réserves prouvées et probables à fin 2016
- 51,2 millions de barils-équivalents-pétrole de gaz naturel et d'hydrocarbures liquides produits en 2010
- **Gaz naturel liquéfié (GNL)**
 - 1^{er} importateur en Europe en 2016
 - 5^e portefeuille dans le monde en 2016
 - Un portefeuille d'approvisionnement en GNL de 245 TWh (16,4 mtpa) ^[Quoi ?] en provenance de six pays
 - Une flotte de 12 méthaniers dont deux navires « regazéificateurs » à fin 2016
- **Services à l'énergie**
 - 1^{er} fournisseur de services d'efficacité énergétique dans le monde en 2016
 - 1 300 implantations en Europe ^[Quand ?]
 - 250 réseaux urbains de chaleur et de froid gérés dans 13 pays à fin 2016
 - 48 partenariats public-privé à travers l'Europe ^[Quand ?]

Répartition des effectifs ^[modifier le code]

Le groupe Engie emploie 153 090 collaborateurs en 2016 dont 97 154 dans les services et 54 383 dans l'électricité et le gaz naturel ¹⁰² :

- **Europe** : 133 770 collaborateurs à fin 2016 (dont 73 951 en France et 16 950 en Belgique) ;
- **Amérique du Nord** : 4 350 collaborateurs à fin 2016 ;
- **Amérique du Sud** : 6 235 collaborateurs à fin 2016 ;
- **Afrique** : 400 collaborateurs à fin 2016 ;
- **Asie et Pacifique** : 8 335 collaborateurs à fin 2016.

Répartition du capital ^[modifier le code]

Fin 2013

- Flottant : 52,9 %
- État français : 36,7 %
- **Groupe Bruxelles Lambert** : 2,4 %
- Salariés : 2,4 %
- Auto détention : 2,2 %
- Groupe **CDC** française : 1,9 %
- **CNP Assurances** : 1 %
- **Sofina** : 0,5 % ¹⁰⁷

Décembre 2016

- Flottant : 59,48 %
- État Français : 32,76 %
- Salariés : 2,75 %
- **Groupe Bruxelles Lambert** (GBL) : 0,57 %
- **Autocontrôle** : 1,54 %
- Groupe **Caisse des dépôts et consignations** (CDC) : 1,88 %
- **CNP Assurances** (CNP) : 1,02 %



Organisation ^[modifier le code]

Entités ^[modifier le code]

Depuis 2016, Engie est organisé en 24 entités ¹⁰⁸ :

- 11 entités géographiques : Afrique, Amérique du Nord, Amérique Latine, Asie Pacifique, Benelux, Brésil, Chine, Europe du Nord, du Sud et de l'Est, « Génération Europe » (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni), Moyen-Orient, Asie du Sud et centrale, Turquie, Royaume-Uni ;
- 8 entités implantées en France : « France BtoB », « France BtoC », « France Renouvelables », « France Réseaux », « Transport de gaz naturel » (**GRT Gaz**), « Distribution de gaz naturel » (**GRDF**), « Terminaux gaz naturel liquéfié - GNL » (**Elengy**), « Stockage de gaz naturel » (Storengy) ;
- 5 entités « transversales » : « Exploration et production international », « Global LNG » (gaz naturel liquéfié), « Global Energy Management », « Tractebel Engineering », « GTT » (Gaz Transport et Technigaz).

Entreprises du groupe ^[modifier le code]

 Cette section contient une ou plusieurs **listes**. Le texte gagnerait à être *rédigé* sous la forme de paragraphes synthétiques, plus agréables à la lecture. (juin 2017). 

Filiales à 100% :

- Altiservice Engie
- La **Compagnie du Vent**
- Culturespaces
- **Engie Axima**
- **Engie Cofely**

- Engie Ecova¹⁰⁹
- Engie Electrabel
- Engie Endel
- Engie Fabricom
- Engie Global Markets
- Engie Home Services
- Engie Ineo
- Engie IT (Information & Technologies)
- Engie Lab
- Engie M2M (opérateur de réseau télécom Sigfox en Belgique)
- Engie Réseaux
- GRDF
- Solairedirect leader français du développement de centrales solaires au sol
- Tractebel Engie
- Maïa Eolis
- MINERG-APPELSA Services (Suisse)

Participations :

- Compagnie nationale du Rhône
- Gazocean (Marseille - transport maritime de gaz liquéfié par navires méthaniers; part d'Engie : 80%)
- SHEM (Société hydroélectrique du Midi)
- Suez (filiale minoritaire, Engie est le premier actionnaire)
- Agenda Diagnostics

Principales filiales du groupe Engie [modifier le code]

GrDF [modifier le code]

GrDF est une société de distribution de gaz, principal distributeur de gaz naturel en France et en Europe. Elle construit, exploite et entretient le réseau de distribution de gaz naturel, dans le cadre d'un contrat de service public signé avec l'Etat français. Elle achemine le gaz naturel jusqu'aux clients, pour 30 fournisseurs de gaz. Elle emploie près de 12 000 collaborateurs et est dirigée par Edouard sauvage.^[réf. nécessaire]

Engie Cofely [modifier le code]

Engie Cofely est une société de services en efficacité énergétique et environnementale. Elle s'adresse à des collectivités, des entreprises du tertiaire, de l'industrie et de la santé. Elle travaille sur la performance énergétique des bâtiments, produit des énergies renouvelables et s'occupe de la maintenance multitechnique et du facility management. Elle emploie 12 000 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 2.5 milliards d'euros. Elle est dirigée par Jean-Pierre Monéger.^[réf. nécessaire]

Engie Electrabel [modifier le code]

Engie Electrabel est une société de fourniture d'énergie (électricité, gaz naturel) et de services. Elle est le plus grand producteur et fournisseur d'électricité au Benelux.

Engie Ineo [modifier le code]

Engie Ineo est une société spécialisée en génie électrique, systèmes d'informations et de télécommunications. Elle réalise des infrastructures de transport, de télécommunications et d'énergie (par exemple, la rénovation du POPB ou le chantier du Forum des Halles). Elle compte 15 600 collaborateurs et est dirigée par Yann Rolland.^[réf. nécessaire]

Engie IT [modifier le code]

Engie IT (pour Engie Information et Technologies) est la filiale en charge des systèmes d'information du groupe Engie. La filiale IT conçoit, met en œuvre et exploite des solutions informatiques pour les 150 000 collaborateurs du groupe et propose des services applicatifs et d'infrastructure. À la suite de la fusion Gaz de France et Suez (2008)¹¹⁰, Jean-Michel Carboni démarre la mutualisation des systèmes d'informations du groupe puis fonde la filiale Engie IT (GDF Suez IT à l'époque) et en devient le Directeur-Général (jusqu'en 2015)¹¹¹. Engie IT est lancée avec un capital de €45 millions¹¹² et réalise un chiffre d'affaires de €600 millions (en 2013)¹¹³. L'actuel Directeur-Général est Olivier Sala (2015-)^{114, 115} et le revenu annuel réalisé en 2016 est de €400 millions¹¹⁶.

Gouvernance [modifier le code]

La gouvernance d'Engie est organisée autour d'un comité exécutif et d'un conseil d'administration.

- Un comité exécutif réunissant 11 directeurs généraux adjoints autour d'Isabelle Kocher (composition en mai 2016¹¹⁷) :
 - Isabelle Kocher, directeur général
 - Paulo Almirante (responsable des entités « Génération Europe » ; Brésil ; Europe du Nord, du Sud et de l'Est ; Moyen-Orient ; Asie du Sud et Centrale ; Turquie ; et responsable de la filière RSE)
 - Franck Bruel (chargé de l'entité France BtoB)
 - Ana Busto (chargée de la communication et de la marque)

- Pierre Chareyre (responsable des entités Global Energy Management, GNL, Exploration & Production International, Amérique latine et de la présidence du Comité des Risques Commodités)
- Pierre Deheunynck (responsable des ressources humaines groupe, de Global Business Support (le centre de services partagés du groupe), de la transformation, de la santé, sécurité et de l'immobilier)
- Judith Hartmann (directeur financier et responsable des entités Royaume-Uni et Amérique du Nord)
- Didier Holleaux (chargé des entités Elengy, GRDF, GRTgaz, Storengy, Asie Pacifique, Chine et GTT, de la direction Sourcing Stratégique et Achats, des projets industriels et du développement du nucléaire)
- Shankar Krishnamoorthy (chargé de la supervision des cinq métiers du groupe, de la stratégie, du développement de projets, de Tractebel et d'Engie Solar)
- Yves Le Gelard (chief digital officer et directeur des systèmes d'information)
- Thierry Lepercq (chargé de la recherche & technologie et de l'innovation)
- Pierre Mongin (secrétaire général, responsable des entités Afrique, Benelux, France Renouvelables, France Réseaux et France BtoC et de la coordination de la sûreté nucléaire)
- **Le conseil d'administration :**
 - 19 membres (administrateurs) : 10 désignés par l'assemblée générale des actionnaires, 5 administrateurs représentant l'État français, 3 administrateurs représentant les salariés et 1 administrateur représentant les salariés actionnaires.
 - 4 comités, chacun présidé par un administrateur indépendant :
 1. Un comité d'audit,
 2. Un comité des nominations et des rémunérations,
 3. Un comité pour l'éthique, l'environnement et le développement durable,
 4. Un comité de la stratégie, des investissements et des technologies.

Culture et responsabilité d'entreprise [\[modifier le code\]](#)

Mécénat [\[modifier le code\]](#)

Engie a lancé en 2011 un fonds d'investissement dont l'objectif est de favoriser l'accès de populations défavorisées à l'énergie. Doté de 50 millions d'euros, le fonds (intitulé « Rassembleurs d'énergie ») apporte un soutien technique ou financier à une vingtaine d'entreprises sociales, d'ONG ou de fondations dans une quinzaine de pays ¹¹⁸.

Mixité [\[modifier le code\]](#)

Engie a été classé 3^e au palmarès de la féminisation des instances dirigeantes du **SBF 120** du Global Women's Leadership Award 2015 ¹¹⁹. Le conseil d'administration du groupe compte 63 % de femmes en 2015 ¹²⁰. Engie est la seule entreprise du **CAC 40** dont le directeur général est une femme, **Isabelle Kocher**.

Activité de lobbying [\[modifier le code\]](#)

Auprès de l'Assemblée nationale [\[modifier le code\]](#)

Engie est inscrit comme **représentant d'intérêts** auprès de l'**Assemblée nationale**. L'entreprise déclare à ce titre qu'en 2014, les coûts annuels liés aux activités directes de représentation d'intérêts auprès du Parlement sont compris entre 450 000 et 500 000 euros ¹²¹.

Auprès des institutions de l'Union européenne [\[modifier le code\]](#)

Engie est inscrit depuis 2011 au registre de transparence des représentants d'intérêts auprès de la **Commission européenne**. Il déclare en 2015 pour cette activité 13 collaborateurs à temps plein et des dépenses d'un montant compris entre 2 250 000 et 2 500 000 euros ¹²². Sur le même exercice, Engie a reçu 113 millions d'euros de subventions des institutions de l'Union européenne ¹²² et figure en troisième position des groupes du **CAC 40** en dépenses de lobbying, au cours de l'année 2015 ¹²³.

Critiques [\[modifier le code\]](#)

Émissions de CO₂ à l'étranger et fin des investissements dans le charbon [\[modifier le code\]](#)

En 2014, selon une étude de l'université d'Oxford pour les ONG Oxfam et **les Amis de la Terre**, Engie, avec ses trente centrales à charbon dans le monde, émet 81 millions de tonnes de CO₂ par an. L'agence de presse canadienne **Thomson Reuters** indique également en 2014 que l'entreprise est le sixième plus grand émetteur mondial de CO₂ au monde ¹²⁴. Le *Guardian* estime en 2015 que les centrales à charbon de ce géant de l'énergie constituent le troisième parc de centrales le plus polluant au monde ¹²⁵. De plus, avec son partenaire Exxaro, la société vient ^[Quand ?] de remporter un appel à projets pour une nouvelle centrale à charbon à **Thabametsi**, en Afrique du Sud. Alors que la France organise la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques et s'est engagée à réduire ses émissions domestiques, «la France pollue allègrement à l'étranger via ses entreprises à capital public» ⁵⁸.

Le 9 février 2014, un feu de brousse atteint la mine de charbon de Hazelwood ¹²⁶ (appartenant depuis 2010 à GDF Suez), située dans la **Latrobe Valley**, dans la province de Victoria, en Australie, à 150 km de Melbourne. Le charbon brûle à ciel ouvert pendant plusieurs semaines ¹²⁶, la fumée chargée de particules fines est poussée par le vent vers la ville de **Morwell**, dont une partie est évacuée. Plus de 7 000 pompiers australiens interviendront au cours des 45 jours de lutte contre l'incendie. Une commission d'enquête parlementaire est ouverte en Australie, qui conclut que les risques d'incendie étaient prévisibles par l'exploitant, mais que les mesures de sécurité

nécessaires n'ont pas été prises, et critique le sous-financement par GDF Suez du programme de nettoyage du site¹²⁷. Après cet événement, GDF Suez a fait l'objet de plaintes de la part de l'organisation de défense des travailleurs Worsafe Victoria¹²⁸ et de l'agence de protection de l'environnement EPA (Environment Protection Authority)¹²⁹. L'entreprise fait également face aux tentatives des pompiers de la CFA (Country Fire Authority, pompiers de l'état de Victoria) de récupérer 18 millions d'euros pour alléger le poids de l'incident sur les finances des collectivités australiennes^{130, 131}. La position officielle de GDF Suez est qu'ils ont déjà participé financièrement à cette intervention, en payant les taxes associées à ses activités^{130, 131}.

La ministre de l'Énergie, **Ségolène Royal**, a annoncé le 14 octobre 2015 qu'Engie n'investira plus dans le charbon. Les projets en cours sont abandonnés, sauf s'ils ont déjà fait l'objet d'un engagement ferme. Engie affirme de son côté qu'il s'agit d'une décision soigneusement mûrie, prise lors du séminaire stratégique des administrateurs du groupe qui s'est tenu les 12 et 13 octobre. Le groupe va ainsi abandonner un gros projet de centrale au charbon en Turquie, à Ada Yumurtalik (1 320 MW) ; il avait déjà annoncé en juin qu'il renonçait à un projet de 600 MW en Afrique du Sud, à Thabametsi¹³². Il poursuivra deux projets en cours, sur lesquels il est fermement engagé, en Mongolie et au Brésil ; il a par ailleurs déjà engagé la construction de quatre autres centrales au charbon, au Brésil (324 MW), au Chili (338 MW), en Inde (638 MW) et au Maroc (1 386 MW). Elles viendront s'ajouter aux 28 centrales que le groupe exploite déjà dans le monde, en Europe (Allemagne, Pays-Bas, Italie, Pologne, Royaume-Uni) et ailleurs dans le monde. Au total, le charbon représente 13 % de sa production électrique nette à fin 2015¹³³.

Engie a signé un accord pour la vente de ses participations dans Paiton et Meenakshi, deux centrales à charbon situées en Indonésie et en Inde, représentant une capacité de production électrique de 3 GW. Cette opération réduit de 16 % les capacités de production d'électricité d'Engie à partir de charbon⁶⁰.

En février 2016, Engie annonce la fermeture de la centrale charbon de **Rugeley** au Royaume-Uni pour l'été⁶¹.

En octobre 2016, Engie décide la fermeture de la **centrale à charbon d'Hazelwood** (1 550 MW) en Australie, considérée comme la plus polluante du monde avec 1,6 tonnes de CO₂ émis par MWh produit. Depuis sa décision de se désengager du charbon, Engie a vendu ses centrales américaines, indienne et indonésienne (3 700 MW) et fermé celles de Rugeley au Royaume-Uni (1 000 MW), de Vado Ligure en Italie (600 MW) et de Gelderland aux Pays-Bas (600 MW)^{134, 135, 136}.

En octobre 2017, Engie annonce la cession de ses parts (70%) détenue dans la centrale australienne Loy Yang B à **Alinta Energy**, à un conglomérat chinois¹³⁷.

Écoblanchiment [modifier le code]

Engie est fréquemment accusée d'**écoblanchiment** ou greenwashing, notamment lors de son soutien officiel à la **Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques** (COP21). Plusieurs ONG¹³⁸ critiquent l'achat d'une vertu à bon compte, les possibles conflits d'intérêts et doubles discours^{139, 140, 141}.

Pollution de la nappe phréatique en Saxe-Anhalt [modifier le code]

Selon la chaîne allemande **WDR**, Engie a entreposé jusqu'en 2012 dans la fosse d'enfouissement de Brüchau, en **Saxe-Anhalt**, des déchets pétroliers et radioactifs, alors que l'entreprise savait depuis 2000 que la fosse n'était plus étanche, et que la **nappe phréatique** avait été contaminée^{142, 143}.

Accusations d'évasion fiscale [modifier le code]

Selon le site d'information en ligne **Les Jours**, Engie disposerait d'au moins vingt-six filiales au **Luxembourg**. Leur objectif principal serait d'y faire transiter des masses financières du groupe afin de diminuer la charge fiscale. Certaines d'entre elles sont des sociétés ayant une réelle activité opérationnelle (mais hors du Luxembourg), d'autres de simples holdings sans salariés. En octobre 2016, la **Commission européenne** a annoncé avoir ouvert une enquête approfondie sur le traitement fiscal accordé par le Luxembourg à Engie. Plusieurs filiales luxembourgeoise du groupe n'auraient pas payé d'impôts en bénéficiant d'une « décision fiscale anticipative », c'est-à-dire d'un « *ruling* », objet du scandale **LuxLeaks**. Quatre filiales sont concernées par l'enquête de la Commission : GDF Suez LNG (Luxembourg), GDF Suez LNG Supply, Electrabel Invest Luxembourg et GDF Suez Treasury Management¹⁴⁴.

Engie aurait ainsi transféré 27 milliards d'euros au Luxembourg par le biais de la holding **Engie Invest International** chapeautant les quatre filiales d'Engie sur lesquelles enquête depuis septembre 2016 la **Commission européenne**¹⁴⁵. Deux filiales d'Engie auraient ainsi pu déduire un milliard d'euros sur leurs bénéfices entre 2009 et 2015, et auraient bénéficié d'un avantage fiscal de la part de Luxembourg à hauteur de 300 millions d'euros environ¹⁴⁶.

Abus de position dominante [modifier le code]

En mars 2017, Engie est condamné à une amende de 100 millions d'euros pour **abus de position dominante** en France par l'**Autorité de la concurrence**, qui reproche à l'entreprise d'avoir utilisé les anciens fichiers clients de **Gaz de France** pour commercialiser ses offres, et d'avoir eu recours à un « argument commercial trompeur » pour influencer sur le choix des clients¹⁴⁷. Les faits ne sont plus contestés par Engie, qui a souhaité recourir à une transaction. Cette sanction fait suite à la saisine de l'Autorité, en 2014, par **Direct Energie** et l'association de consommateurs **UFC-Que choisir**¹⁴⁸.

Notes et références [modifier le code]

- ↑ « Document de référence 2010 » (PDF).
- ↑ « Titre à compléter ».
- ↑ « Énergie indépendante : GDF Suez crée le « leader mondial » », sur *lesoir.be*.
- ↑ « GDF Suez devient du coup n° 2 mondial de l'électricité derrière EDF », sur *latribune.fr*.
- ↑ a et b « Communiqué officiel », *rfr*, 24 avril 2015.

6. ↑ « Déclaration de M. Dominique de Villepin, Premier ministre, sur la fusion de Gaz de France et de Suez », sur *vie-publique.fr*, Paris, 25 février 2006.
7. ↑ « Dossier législatif sur le site du Sénat ».
8. ↑ « L'environnement finalement favorable à la fusion Suez-GDF », *Libération*, 1^{er} septembre 2007.
9. ↑ Nicolas Cadène, « Gaz de France & Suez, un mariage arrangé ? », sur *agoravox.fr*, 21 mars 2006.
10. ↑ « GDF-Suez: de l'eau dans le gaz », *L'Express*, 30 août 2006.
11. ↑ Du 49-3 dans le gaz, *Le Canard enchaîné* 6 septembre 2006.
12. ↑ « Le projet de fusion GDF-Suez remis en cause par la justice », sur *lemonde.fr*.
13. ↑ « Le Conseil constitutionnel valide la privatisation de GDF mais retarde sa mise en œuvre », sur *lemonde.fr*.
14. ↑ « La CRE publie la formule de calcul de l'évolution des coûts d'approvisionnement de GDF Suez - Communiqué de presse » [PDF], Commission de régulation de l'énergie (CRE), 11 mars 2009.
15. ↑ Cf. la page 10 de la présentation « Creation of the global leader in independent power generation » sur le site de GDF Suez.
16. ↑ « Électricité : naissance d'un nouveau géant mondial », sur *fr.euronews.net*.
17. ↑ « GDF Suez rachète le groupe britannique International Power », sur *lesechos.fr*, 10 août 2010.
18. ↑ « L'assemblée générale d'International Power approuve à plus de 99 % le rapprochement avec GDF Suez », sur *gdfsuez.com*, 16 décembre 2010.
19. ↑ Véronique Le Billon, « GDF Suez se renforce dans les services énergétiques en Grande-Bretagne », sur *lesechos.fr*, 9 août 2013.
20. ↑ Armelle Bohineust, « GDF Suez se renforce dans l'efficacité énergétique », sur *lefigaro.fr*, 31 mai 2014.
21. ↑ ^a et ^b Denis Cosnard, « En pleine mutation, GDF Suez se renomme Engie », sur *Le Monde*, 24 avril 2015.
22. ↑ « Communiqué de presse : Assemblée Générale de GDF SUEZ SA du 28 avril 2015 » [PDF], Site officiel, 28 avril 2015.
23. ↑ « GDF Suez devient Engie, communiqué de presse d'annonce du changement de nom ».
24. ↑ ^a et ^b « Solaire : Engie rachète Solairedirect », sur *Le Figaro*, 1^{er} juillet 2015.
25. ↑ Engie enchaîne les rachats dans les services à l'énergie - Anne Feitz, *Les Échos*, 17 septembre 2015.
26. ↑ « Synthèse de l'actualité du pétrole et du gaz semaine du 11 au 7 avril 2016 », *Euro-petrole.com* (consulté le 22 avril 2016).
27. ↑ Engie acquiert 80 % de Green Charge Networks - *Le Figaro/Reuters*, 10 mai 2016
28. ↑ « Engie remporte un projet de centrale en Arabie saoudite », *Reuters*, 29 janvier 2017 (consulté le 29 janvier 2017)
29. ↑ Engie vend des centrales électriques en Asie - *Le Figaro*, 8 février 2017
30. ↑ ^(en) Toshiba to buy Engie's 40 stake in NuGen for \$139 million - *Reuters*, 4 avril 2017
31. ↑ Engie détient la Compagnie du Vent à 100 % - *Le Figaro*, 5 avril 2017
32. ↑ « L'État engage la cession de 4,1 % du capital d'Engie », sur *Le Monde*, 5 septembre 2017
33. ↑ Philippe Jacqué, « L'État a cédé 4,5 % du capital d'Engie », sur *Le Monde*, 5 septembre 2017
34. ↑ Construire un nouvel univers décarboné et digital, tribune d'Isabelle Kocher sur Les Echos, le 1^{er} juillet 2017
35. ↑ Engie se donne trois ans pour aligner son portefeuille sur sa nouvelle stratégie, par Dominique Pialot, La Tribune, le 6 juillet 2016
36. ↑ Isabelle Kocher, PDG d'Engie : "Un groupe qui fait des envieux", interview d'Isabelle Kocher, Paris Match, le 25 mars 2017
37. ↑ Engie aux prises avec « une véritable révolution énergétique », par Frédéric de Monicault, Le Figaro, le 7 janvier 2017
38. ↑ La directrice d'Engie prône une "révolution énergétique", Interview d'Isabelle Kocher sur le JDD, le 21 juin 2017
39. ↑ Engie veut devenir leader de la transition énergétique, Interview de Gérard Mestraller sur BFM TV, le 29 février 2016.
40. ↑ GDF Suez se réorganise pour être un acteur clé de la transition énergétique, Jean-Michel Bezat, Le Monde, 1^{er} avril 2015.
41. ↑ GDF SUEZ présente son nouveau projet d'entreprise afin d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de développement, Communiqué de presse Engie, 1^{er} avril 2015.
42. ↑ Gérard Mestraller : comment empêcher l'Europe d'aller dans le mur..., Entretien avec Gérard Mestraller sur le site de l'Expansion, 11 décembre 2013.
43. ↑ Succès pour l'émission d'obligations vertes de GDF Suez, Marina Alcaraz sur Lesechos.fr, 12 mai 2014.
44. ↑ Engie parachève sa transition vers les énergies propres, Les Échos, 23 novembre 2017.
45. ↑ Isabelle Kocher : « Nous avons changé radicalement l'organisation d'Engie », interview d'Isabelle Kocher par Philippe Escande et Vincent Giret, Le Monde, 23 septembre 2016.
46. ↑ CAC40 : Engie, champion numérique 2016, Ariane Gaudefroy, Les Echos Business, 6 octobre 2016.
47. ↑ Les champions 2016 de la transformation digitale, Laurent Guez, Les Echos Business, 10 octobre 2016.
48. ↑ Isabelle Kocher inaugure Engie Digital pour accélérer la transformation numérique de l'entreprise, Ludovic Dupin, L'Usine Nouvelle, 4 octobre 2016.
49. ↑ Engie (ex-GDF Suez) mise sur les startups pour offrir une meilleure énergie dans la ville, Vincent Puren sur Maddyness.com, 6 mai 2015.
50. ↑ Comment Engie innove pour ne pas être "uberisé", Dominique Pialot sur LaTribune.fr, 9 juin 2016.
51. ↑ Engie récompense ses projets internes innovants... même ceux qui ont échoué, Sylvain Arnulf sur L'Usine Digitale, 8 juin 2016.
52. ↑ [1], site officiel.
53. ↑ Découvrir nos activités - Gaz naturel et GNL, site de GDF-Suez consulté le 28 février 2014.
54. ↑ GDF Suez va arrêter des centrales à gaz en France, sur le site du journal Les Échos.
55. ↑ Document de référence Engie 2015
56. ↑ GDF Suez déplore une perte abyssale de 9,7 milliards d'euros, site de La Tribune consulté le 28 février 2014.
57. ↑ Frédéric De Monicault, « Un projet industriel majeur pour Engie en Arabie saoudite », *Le Figaro*, 29 janvier 2017 (ISSN 0182-5852, lire en ligne)
58. ↑ ^a et ^b Charbon : EDF et GDF polluent en loucedé, *Libération*, 18 mai 2015.
59. ↑ Engie confirme l'arrêt de ses investissements dans le charbon, *L'Usine nouvelle*, 14 octobre 2015.
60. ↑ ^a et ^b Communiqué de presse, 25 février 2016, Site officiel.
61. ↑ ^a et ^b Rugeley Power Station expected to cease operations this summer, Site de la centrale.
62. ↑ Engie cède sa centrale à charbon de Polaniec à l'état polonais, *LeFigaro.fr*, 23 décembre 2016.
63. ↑ Engie cède la centrale à charbon polonaise de Polaniec pour 250 millions d'euros, *LesEchos.fr*, 23 décembre 2016.
64. ↑ GDF Suez : Grande-Bretagne /Nucléaire : Toshiba prend 60% de NuGen, GDF Suez garde 40%, *LesEchos/Reuters*, 14 janvier 2014.
65. ↑ GDF Suez s'écarte de l'équipe de France du nucléaire, Ludovic Dupin, L'Usine Nouvelle, 23 janvier 2014.
66. ↑ Le nucléaire britannique aiguise l'appétit des géants de l'énergie, sur le site du quotidien Les Échos consulté le 22 octobre 2013.
67. ↑ Cécile Chevallier, « Victime du nucléaire : le tribunal d'Evry reconnaît la « faute inexcusable » de l'employeur », *Le Parisien*, 26 avril 2016 (lire en ligne)
68. ↑ « Une filiale d'Engie condamnée après le cancer mortel d'un agent travaillant sur des sites nucléaires », sur *20minutes.fr*, 28 avril 2016 (consulté le 26 mai 2016)
69. ↑ ^(en) « GDF Suez sells French wind farm stake to Credit Agricole », sur *Reuters*, 9 décembre 2013.
70. ↑ « Énergies vertes : GDF Suez veut doubler sa capacité installée en Europe », *Les Échos*, 13 janvier 2015.
71. ↑ Florence Roussel, « Engie fait l'acquisition du spécialiste de l'éolien Maïa Eolis », sur *actu-environnement.com*, 14 mars 2016 (consulté le

15 mars 2016).

72. ↑ Communiqué de presse Engie, 1^{er} juillet 2015.
73. ↑ Les installations solaires d'Engie, sur le site du groupe.
74. ↑ « Engie rachète l'opérateur solaire Fenix », sur FIGARO, 19 octobre 2017 (consulté le 20 octobre 2017)
75. ↑ Communiqué de presse Engie, 30 juin 2015.
76. ↑ Le réseau de chaleur de Villepinte en Île-de-France converti à la géothermie 27 novembre 2015 sur le site du groupe.
77. ↑ La première centrale de géothermie marine inaugurée par Engie à Marseille 27 octobre 2016 sur le Journal Economique
78. ↑ Engie obtient trois permis d'exploration de ressources géothermiques au Mexique, 23 mai 2017 sur LesEchos.fr
79. ↑ Les parcs éoliens en mer refusent de recevoir moins de subsides, 22 mars 2017 sur LaLibre.be
80. ↑ Electrabel veut doubler sa capacité éolienne onshore pour 2020, 16 juillet 2015 sur RTBF.be
81. ↑ Leucate : Engie dévoile enfin son projet pilote de ferme éolienne en mer, 17 mars 2017 sur L'Indépendant
82. ↑ Découvrir nos activités - Gestion d'infrastructures, site de GDF-Suez consulté le 28 février 2014.
83. ↑ Storengy, site officiel.
84. ↑ GDF Suez autorisé à exporter le gaz de schiste américain, Ludovic Dupin, Usine Nouvelle, 12 février 2014.
85. ↑ Total va exploiter le gaz de schiste au Royaume-Uni, Rachida Boughriet, ActuEnvironnement, 14 janvier 2014.
86. ↑ « Commission Européenne - COMMUNIQUES DE PRESSE - Communiqué de presse - Ententes: la Commission inflige des amendes de €553 millions chacune à E.ON et à GDF Suez pour un partage des marchés français et allemand du gaz », sur europa.eu (consulté le 26 mai 2016)
87. ↑ Engie tourne le dos au gaz de schiste en Grande-Bretagne, Le Monde de l'Énergie, 9 mars 2017]
88. ↑ Engie vend son activité d'exploration-production d'hydrocarbures, Jean-Michel Bezat, Le Monde, 12 mai 2017]
89. ↑ Engie en passe de céder ses actifs d'exploration-production à Neptune, Véronique Le Billon, Les Echos, 11 mai 2017]
90. ↑ Engie: accord imminent pour céder le pôle exploration et production à Neptune, L'Usine Nouvelle, 11 mai 2017]
91. ↑ Engie se désengage de l'exploration-production d'hydrocarbures, Challenges, 11 mai 2017]
92. ↑ ENGIE CÈDE SON PÔLE EXPLORATION-PRODUCTION POUR 4,7 MILLIARDS D'EUROS, Capital, 11 mai 2017]
93. ↑ A suivre aujourd'hui... ENGIE - Capital, 21 mai 2017
94. ↑ Electricité : l'essor des microréseaux - Véronique Le Billon et Anne Feitz, Les Échos, 13 octobre 2016
95. ↑ Engie veut se développer dans les villes de demain - Frédéric de Monicault, Le Figaro, 8 décembre 2016
96. ↑ Engie acquiert les solutions de recharge de véhicules électriques EV-BOX - Fusacq.com, 17 mars 2017
97. ↑ Engie: contrat de services dans les transports à Londres - Le Figaro, 22 juin 2017
98. ↑ Engie a toujours de grandes ambitions dans les services - Anne Feitz, Les Échos, 26 juin 2017
99. ↑ Engie veut plus internationaliser ses services - Le Figaro' 23 juin 2017
100. ↑ « Engie rachète à Mubadala 40 % de Tabreed », sur Les Échos, 19 juin 2017
101. ↑ « ENGIE remporte un contrat avec l'Université d'État de l'Ohio », sur Capital, 19 juin 2017
102. ↑ a et b Document de référence Engie 2016
103. ↑ World's Best Companies 2009
104. ↑ « Nos cœurs de métiers | ENGIE », sur www.engie.com (consulté le 17 octobre 2017)
105. ↑ Les entreprises françaises s'engagent pour le climat, p. 19
106. ↑ GDF-Suez et le nucléaire, sur le site gdfsuez.com - consulté le 12 juillet 2012.
107. ↑ Rapport d'activité 2013 GDF Suez.
108. ↑ Organisation opérationnelle, Site officiel Engie, 4 janvier 2016.
109. ↑ « GDF Suez achète l'américain Ecova pour 335 millions de dollars », sur challenges.fr, Paris, Challenges (avec AFP), 30 mai 2014 (consulté le 3 mai 2016).
110. ↑ <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2008-07-16/la-fusion-gdf-suez-est-lancee/916/0/260631>
111. ↑ <https://www.lalettrea.fr/strategies-d-entreprise/2015/04/02/gdf-suez-tente-de-remettre-son-it-a-flot,108068105-ARL>
112. ↑ <https://www.societe.com/societe/engie-information-et-technologies-340793959.html>
113. ↑ <http://www.lalettredel'expansion.com/11-Article-payant.htm?article=25276>
114. ↑ <https://www.lenouveleconomiste.fr/annonces-legales/consultation/annonce-legale-gdf-suez-information-et-technologies-17877.html>
115. ↑ <https://www.actu-environnement.com/ae/news/olivier-sala-gdf-suez-information-technologies-23981.php4>
116. ↑ <https://www.lalettrea.fr/strategies-d-entreprise/2015/10/01/it-d-engie-change-de-braquet,108094250-ARL>
117. ↑ Une nouvelle équipe dirigeante Communiqué de presse Engie.
118. ↑ Engie : "Engie Rassembleurs d'Énergies" augmente sa taille, Boursier.com, 14 avril 2016.
119. ↑ Quand Challenges salue la marche des femmes, Anne-Marie Rocco sur Challenges.com, 9 octobre 2015.
120. ↑ GDF Suez : 63% de femmes administratrices, Sur Lefigaro.fr, 23 mars 2015.
121. ↑ « Tableau des représentants d'intérêts », sur www.assemblee-nationale.fr (consulté le 18 octobre 2016)
122. ↑ a et b « Registre de transparence », sur europa.eu (consulté le 18 octobre 2016)
123. ↑ Lobbying : ces firmes qui dépensent sans compter pour influencer la politique européenne, Capital, 24 juin 2015.
124. ↑ (en) « Global 500 Greenhouse Gases performance 2010-2013: 2014 report on trends », sur <http://site.thomsonreuters.com>, décembre 2014 (consulté le 26 mai 2016), p. 6
125. ↑ (en) Damian Carrington, « US and Chinese companies dominate list of most-polluting coal plants », The guardian, 13 mars 2015 (lire en ligne)
126. ↑ a et b « Incendie d'une mine en Australie : GDF Suez se défend », sur RTL.fr (consulté le 3 juin 2016)
127. ↑ Gay Alcorn, « Latrobe coalmines not paying enough for cleanup: Hazelwood fire inquiry », sur the Guardian, 14 avril 2016 (consulté le 3 juin 2016)
128. ↑ « Hazelwood Power Corporation charged - WorkSafe News », sur worksafenews.com.au (consulté le 3 juin 2016)
129. ↑ Tom Arup, « Hammer comes down on Hazelwood: environmental charges to be laid over mine fire », The Age, 14 mars 2016 (lire en ligne)
130. ↑ a et b Australian Associated Press, « Hazelwood mine owners GDF Suez refusing to pay \$18m firefighting bill », sur the Guardian, 7 juillet 2015 (consulté le 3 juin 2016)
131. ↑ a et b Cash investigation, « Cash Investigation. Climat : le grand bluff des multinationales », France Télévisions, émission diffusée le 24 mai 2016 (page consultée le 18 septembre 2016). (fr) [vidéo] Cash investigation - Climat: le grand bluff des multinationales sur YouTube.
132. ↑ Engie ne construira plus de centrales au charbon, LesEchos.fr, 14 octobre 2015.
133. ↑ Résultats annuels Engie, p. 43, Site officiel.
134. ↑ Engie ferme une centrale géante ultrapolluante, Les Échos, 24 octobre 2016.
135. ↑ Engie boucle la moitié de son programme de cessions, Frédéric de Monicault, Le Figaro, 9 février 2017.
136. ↑ Engie engage une révolution stratégique, Anne Feitz, Les Echos, 25 février 2016.

- 137. ↑ « Engie clôt le chapitre du charbon en Australie en cédant la centrale Loy Yang B », *La Tribune*, 23 novembre 2017 (lire en ligne)
- 138. ↑ Martine Valo, « Laurent Fabius fait appel aux entreprises pour financer la COP 21 », *Le Monde*, 27 mai 2015 (lire en ligne)
- 139. ↑ Christian Losson, « La COP 21, paradis du greenwashing et des conflits d'intérêts ? », *Libération*, 5 décembre 2015 (lire en ligne)
- 140. ↑ « ENGIE : Leader de la transition vers le chaos climatique », sur *www.prix-pinocchio.org* (consulté le 26 mai 2016)
- 141. ↑ Michael Stothard, « COP21: corporate sponsors accused of 'greenwashing' », *Financial Times*, 29 novembre 2015 (ISSN 0307-1766, lire en ligne)

Annexes [modifier le code]

Articles connexes [modifier le code]

- Gaz de France
- Suez (entreprise, 2015)
- Engie - Electrabel
- Classement des entreprises leader de l'énergie
- Fédération nationale des collectivités concédantes et régies
- Énergie en France
- Électricité en France
- Marché de l'électricité en France

Sur les autres projets Wikimedia :

 *Engie*, sur Wikimedia Commons

 *France : Fusion de Gaz de France et de Suez*, sur Wikinews

Liens externes [modifier le code]

- *Notices d'autorité* : International Standard Name Identifier
- Site officiel
- Offre d'électricité GDF Suez Dolce Vita

v · m	Entreprises du CAC 40 (18 septembre 2017)
	AccorHotels · Air liquide · Airbus · ArcelorMittal · Atos · Axa · BNP Paribas · Bouygues · Capgemini · Carrefour · Crédit agricole · Danone · Engie · Essilor International · Kering · L'Oréal · LafargeHolcim · Legrand · LVMH · Michelin · Orange · Pernod Ricard · Groupe PSA · Publicis Groupe · Renault · Safran · Saint-Gobain · Sanofi · Schneider Electric · Société générale · Sodexo · Solvay · STMicroelectronics · TechnipFMC · Total · Unibail-Rodamco · Valeo · Veolia · Vinci · Vivendi
	CAC Next 20, CAC Mid 60, CAC Small et CAC Mid & Small
v · m	Entreprises du BEL20 (septembre 2015)
	AB InBev · Ackermans & van Haaren · Ageas · Befimmo-Sicafi · Bekaert · bpost · Cofinimmo · Colruyt · D'Ieteren · Engie · Delhaize · Delta Lloyd · Elia · GBL · KBC · Proximus · Solvay · Telenet · UCB · Umicore
v · m	Entreprises de l'Euronext 100 (18 novembre 2017)
	AB InBev · ABN AMRO Group · AccorHotels · Aegon · Ageas · Ahold Delhaize · Air liquide · Airbus · AkzoNobel · Alstom · Altice · ArcelorMittal · Arkema · ASML Holding · Atos · Axa · BioMérieux · BNP Paribas · Bouygues · Bureau Veritas · Capgemini · Carrefour · Casino Guichard · Colruyt · Crédit agricole · Danone · Dassault Aviation · Dassault Systèmes · DSM · EDF · EDP · Eiffage · Engie · Essilor International · Eurofins Scientific · Faurecia · Foncière des régions · Galp Energia · GBL · Gecina · Getlink · Heineken · Icade · Iliad · Imerys · ING Groep · Ingenico Group · Ipsen · J. Martins · JCDecaux · KBC · Kering · Klépierre · KPN · L'Oréal · Legrand · LVMH · Michelin · Natixis · NN Group · Orange · Pernod Ricard · Peugeot · Philips · Plastic Omnium · Proximus · Publicis Groupe · Randstad · RELX · Renault · Royal Dutch Shell · SEB · Safran · Saint-Gobain · Sanofi · Schneider Electric · Scor · SES · Société générale · Sodexo · Solvay · STMicroelectronics · Suez · TechnipFMC · Telenet Group · Teleperformance · Thales · Total · Ubisoft Entertainment · UCB · Umicore · Unibail-Rodamco · Unilever · Valeo · Veolia · Vinci · Vivendi · Wendel · Wolters Kluwer · Zodiac Aerospace
	Next 150
v · m	Les plus grandes entreprises d'électricité aux États-Unis (2014)
Par capacité électrique produite	1. Duke Energy · 2. NRG Energy · 3. Southern Company · 4. NextEra Energy · 5. American Electric Power · 6. Tennessee Valley Authority · 7. Exelon · 8. MidAmerican Energy · 9. Entergy · 10. Calpine · 11. Dominion Energy · 12. U.S. Army Corps of Engineers · 13. PPL Corporation · 14. FirstEnergy · 15. Xcel Energy · 16. Luminant · 17. Bureau of Reclamation · 18. PSEG · 19. Dynegy · 20. Engie
Par nombre de clients distribués	1. Duke Energy · 2. Exelon · 3. FirstEnergy · 4. American Electric Power · 5. PG&E · 6. Edison International · 7. NextEra Energy · 8. Southern Company · 9. MidAmerican Energy · 10. Xcel Energy · 11. Con Edison · 12. National Grid · 13. Northeast Utilities · 14. Oncor · 15. Entergy · 16. Dominion Energy · 17. Ameren · 18. PPL Corporation · 19. PSEG · 20. CenterPoint Energy
	Référence : (en) « <i>Largest U.S. electric companies by megawatts, customers</i> » , Reuters, 29 avril 2014



Portail des entreprises



Portail de l'énergie



Portail de la France

Catégories : Société cotée à l'Euronext | Engie | Entreprise du secteur de l'énergie ayant son siège en France | Conglomérat ayant son siège en France | Entreprise ayant son siège à Paris | Entreprise fondée en 2008 | Entreprise spécialisée dans le gaz naturel | Entreprise du BEL 20 | Entreprise du CAC 40 | Entreprise de l'Euronext 100

La dernière modification de cette page a été faite le 26 novembre 2017 à 19:12.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#)

[À propos de Wikipédia](#)

[Avertissements](#)

[Développeurs](#)

[Déclaration sur les témoins](#)

(cookies)

[Version mobile](#)

